

Militaires

UNE CIBLE POUR LES PME

Il y en a pour tous les goûts. Du militaire du rang au colonel. Des hommes. Des femmes. Des jeunes. Des moins jeunes. De 21 à 56 ans. Un vrai vivier pour les PME prêtes à embaucher. Problème : qui le salt vraiment ?

C'est une évidence. Les entreprises qui recrutent dans le bataillon des militaires prêts à quitter l'uniforme pour faire une deuxième carrière dans le civil, ne sont pas légion. Et quand ils se recyclent, les militaires se reconvertisent forcément dans la sécurité d'une grande surface alimentaire. Une caricature ? Certes, le profit du grade qui verse dans la sécurité est une réalité. Il n'empêche, les militaires débarquent aussi dans des postes de cadres techniques dans l'industrie, d'agents de maîtrise dans la distribution et la vente, le bâtiment, la santé ou l'industrie de la mécanique, voire même dans les arts et spectacles. "Nous devons davantage nous faire connaître pour que les PME pensent à nous et qu'elles ne nous oublient pas", lance le commandant Mathieu Buffeteau, adjoint au chef de Bureau d'Aide à la Reconversion Civile, le BARC, à l'état-major de la Région Terre Sud-Ouest (4 régions économiques, 17 régiments, 20 400 personnels militaires).

Les munitions ne manquent pas

Le Barc ? C'est le cœur du dispositif qui permet de franchir le pas vers le civil, et de réussir ce voyage dans une autre culture, qui a ses propres modes opératoires. Douze à vingt-quatre mois avant le départ, l'opération est lancée : entretien, bilan d'orientation, validation du projet professionnel, formation, sessions techniques de recherche d'emploi. Rien n'est laissé au hasard. Les munitions ne manquent pas. PIC (Parcours Individuel de Création d'Entreprise), PAE (Période d'Adaptation en Entreprise), PFGE (Période de Formation Gratuite en Entreprise) : toute une salve d'actions pour gagner sa reconversion. "La PAE c'est le produit qui se vend bien", note Mathieu Buffeteau. Il faut dire que la manœuvre a de quoi séduire un chef d'entreprise. Ce dernier bénéficie



pendant six mois d'un salariat qui est payé dans cette période par le ministère de la Défense. Seule contrainte pour le recruteur : au bout des trois premiers mois, il doit confirmer ou pas l'embauche.

Un essai qui ne coûte rien à l'entreprise

"La PAE, c'est une façon d'être à l'essai et de voir si ça peut fonctionner entre les deux parties", explique Véronique Michélena, 34 ans, secrétaire chez AVT, une PME spécialisée dans les alarmes et la vidéosurveillance, à Boë en Lot et Garonne. Engagée en octobre dernier, le caporal chef Michélena qui bénéficie d'une PAE, a le moral : "Je ne suis pas restée le fessier sur le canapé. J'ai réussi ma reconversion", lâche cette femme "carrée" qui aura vécu treize ans dans l'armée, parce qu'elle aime le terrain. Une vie militaire "mouvementée", au rythme des manœuvres, des affectations. Et puis un beau jour, l'envie de "poser les valises" et de "tourner la page".

Même scénario pour l'adjudant Christine Laporte-Gobert, 37 ans, et son époux l'adjudant Eric Gobert, 39 ans. Un jour de 88, Christine, BAC agricole en poche, pousse la porte de l'armée, par "goût du départ", pour voir "autre chose". La jeune femme intègre l'école nationale des sous-officiers, enchaîne les contrats, se retrouve à Djibouti en tant que chancelier du détachement de l'aviation légère de l'armée de terre. Tout en faisant le grand écart entre sa vie privée et professionnelle. Une gymnastique qui lui pèse. Comme lui pèse le nouvel état d'esprit de l'armée. "Avec la professionnalisation, l'esprit de camaraderie, de corps a disparu", lâche-t-elle sobriement. Alors, autant sauter le pas. Le couple entame un processus de Objectif ? Se lancer dans l'élevage de dire que le projet fait sourire dans les

rangs de l'armée. "On nous imaginait en soixante-huitards retardés parcourant le Larzac à moitié nus". Le plus difficile est ailleurs. "Dans la capacité à bâtir son projet professionnel et à être capable de se vendre. Le BARC m'a aidé dans la démarche", explique Christine. L'armée qui donne sa bénédiction au projet de création d'entreprise du couple, leur offre un coup de pouce. Elle bénéficie d'un PIC, un parcours individuel de création d'entreprise. Soit six mois de salaires versés par la Défense après avoir quitté l'armée. Lui opte pour une PFGE, période de formation gratuite en entreprise. Pendant six mois, de janvier à juillet 2005, il reçoit sa solde de l'armée tout en suivant une formation gratuitement dans un élevage de lamas des Pyrénées-Atlantiques. Reste à réussir l'exercice. Un investissement global de 457 000 euros pour acquérir une exploitation agricole de 3,5 hectares, à Estaing, dans les Hautes-Pyrénées, y installer un élevage de lamas (quatorze au total) et faire connaître ces animaux indépendants venus de Bolivie, qui n'aiment rien moins que de débroussailler les ronces. Une ferme découverte, dotée du label Bienvenue à la ferme a été créée. Tout comme un gîte rural, labellisé Gîtes de France. Ce n'est pas tout. Eric, s'est centré sur la partie zoothérapie, une thérapie basée sur le contact avec l'animal pour un public en difficulté. Le gîte affiche complet pour cet été.

Et des contrats ont été passés avec des institutions médicales pour la partie zoothérapie.

Colette Goinère